



Mourir à la guerre ?

La mortalité des gendarmes

du 1^{er} janvier au 8 mai
1945

Salomé Krakowski

*Aspirant de gendarmerie
Service historique de la Défense
Département de la recherche,
des études et de l'enseignement*

Fruit du minutieux travail du sous-lieutenant (R) Raymond Duplan, le premier tome du *Dictionnaire des gendarmes morts au cours de la Seconde Guerre mondiale, Gendarmes morts aux armées (1939-1945)*, est paru en 2008. Dans l'attente des deux autres volumes, *Gendarmes morts à la Libération (1944-1945)* et *Gendarmes morts sous l'Occupation et en déportation (1940-1945)*, ses notices biographiques des officiers et sous-officiers de gendarmerie morts au cours du conflit sont une véritable mine d'informations.

À l'occasion de ce numéro spécial célébrant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, cet article propose d'établir une typologie des principales causes de décès des 280 gendarmes morts entre le 1er janvier et le 8 mai 1945, à travers quelques exemples.

Les gendarmes morts aux armées

Une cinquantaine de gendarmes sont morts aux armées au cours de l'année 1945, dont une large majorité est décédée durant les combats pour la Libération de l'Alsace.

Morts au combat dans le Bas-Rhin

Le département du Bas-Rhin voit périr 7 gendarmes, dont le lieutenant Georges CAMBOURS, commandant l'escadron 4/4 du célèbre groupement Daucourt. Celui-ci reçoit une balle dans la tête le 5 janvier 1945, lors de la reconnaissance de la tête de pont de Gamsheim, effectuée « sous une vive fusillade et de violents tirs d'artillerie ». Grièvement blessé, il décède le soir même à l'hôpital de Strasbourg. 3 gardes du groupement Daucourt sont également tués lors de cet épisode : Émile BARBIN, Fernand KEMBERG et Irénée LANNOY.

Quant au garde Albert KALFON, du dépôt de la Garde républicaine en Afrique du Nord, adjudant-chef au 1^{er} bataillon du génie, il périt dans la région de Colmar le 23 janvier 1945, « à la tête de ses hommes alors qu'il assurait à l'infanterie le passage de vive force sur l'III ».

Le 25 janvier 1945, le maréchal des logis-chef Ferdinand BOURCHANIN, détaché comme adjudant au 4^e bataillon de marche, trouve la mort au combat de Heidolsheim, entraînant ses hommes à la contre-attaque.

Le lendemain, le garde Robert GARY, adjudant au 12^e régiment de cuirassiers, est abattu au combat de Huttenheim.

Morts au combat dans le Haut-Rhin

Les combats qui se déroulent dans le Haut-Rhin au début de l'année 1945 font 11 morts au sein de l'Arme, la fin du mois de janvier étant particulièrement meurtrière.

Parmi eux, Henri DEJEAN, du dépôt commun de la Garde républicaine en Afrique du Nord, détaché comme sergent au 3^e groupe de tabors marocains, décède le 2 janvier 1945 à Sainte-Marie-aux-Mines, à la suite de graves blessures reçues lors de la contre-attaque de Labaroche.

Deux jours plus tard, le garde Eugène BERTRAND, adjudant à titre temporaire au 1^{er} groupement de tabors marocains, est tué par trois balles en pleine poitrine, au col du Schoulzbach, où il était parti en reconnaissance avec quatre goumiers.

Le maréchal des logis-chef Joseph NAU, détaché comme sous-lieutenant au 2^e bataillon de chasseurs à pied, tombe à la tête de ses hommes lors de l'attaque du couvent d'Oelemberg le 20 janvier 1945.

Le lendemain, le garde Roger BENEL est tué au combat de Lutterbach.

Roger ZISSLER, maréchal des logis au 6^e régiment de chasseurs d'Afrique, succombe le 27 janvier 1945 à Ribeauvillé, après avoir été grièvement blessé au cours de l'attaque du moulin de Jepsheim, où il servait comme chef de char.

Blessé par plusieurs éclats d'obus au torse, le capitaine Antoine ETTORI meurt au combat de Grussenheim le 29 janvier 1945. Initialement lieutenant au dépôt de la Garde républicaine en Afrique du Nord, il avait été nommé capitaine à titre temporaire au 1^{er} régiment de marche du Tchad. Chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur, il obtient la croix de guerre avec palme à titre posthume, accompagnée de la citation suivante : « Officier d'un calme courage qui, au cours de la campagne de France, a conduit avec brio une section d'obusiers qu'il avait formée. Doué d'une grande clairvoyance, a su, en toute occasion, manœuvrer et tirer, infligeant à l'ennemi des pertes considérables. Aimé est estimé de ses hommes, a été tué en combat, le 29 janvier 1945, en Alsace, pendant la relève de sa section, emportant l'estime et les regrets de tous ».

Jules EHRMANN, garde détaché au 2^e régiment de chasseurs d'Afrique, décède le 30 janvier 1945 au combat de Bitschwiller-lès-Thann, au cours de l'attaque sur Cernay : « Après avoir fait franchir la Thur à son char, n'a pas hésité à prendre liaison personnellement et à pied avec le commandant de l'infanterie, alors que le terrain était entièrement battu par les feux ajustés de mitrailleuses ennemies et le tir des snipers. A été blessé d'une balle à la cuisse dans l'accomplissement de sa mission ».

Le même jour, le garde Edmond SOUTIÈRE, détaché au 6^e régiment de chasseurs d'Afrique, est mortellement blessé dans son char lors de l'attaque du bois de la Hardt, près de Widensolen.

Enfin, le lieutenant Jean MILBERT du dépôt de la Garde républicaine en Afrique du Nord, détaché à la tête du 1^{er} commando de France, est abattu par une rafale de mitrailleuse le 31 janvier 1945, dans l'attaque du village de Durrenentzen.

Morts au combat en Allemagne

On dénombre également 7 gendarmes tombés en Allemagne, dont Marcel CHARRAZ, de la 17^e légion de gendarmerie départementale, déta-



Le village de Durrenentzen où le lieutenant Milbert a trouvé la mort le 31 janvier 1945.

ché comme sergent-chef au 49^e régiment d'infanterie, qui trouve la mort à Stetten le 5 avril, au cours d'un violent bombardement, alors qu'il assurait une liaison dangereuse.

Jean DEHOTS, maréchal des logis au 1^{er} régiment étranger de cavalerie, décède le 10 avril 1945 lors d'une reconnaissance sur Oeschelbronn. Après avoir « éclairé à pied la patrouille d'automitrailleuses jusqu'aux lisières du village sous le feu nourri des armes automatiques ennemies [...] a été mortellement blessé, alors qu'ayant pris lui-

même le volant de sa jeep, il essayait de la soustraire aux feux adverses ».

Le 2^e régiment de cuirassiers perd deux militaires : le maréchal des logis-chef Joseph DOMECCQ, attaqué par plusieurs *panzerfaust* le 21 avril lors de la reconnaissance du village de Balheim ; et le maréchal des logis-chef Marie SAUGEAY, tué deux jours plus tard, près d'Ulm, alors qu'il procédait à la remise en état d'un poste radio sous un violent bombardement d'artillerie.

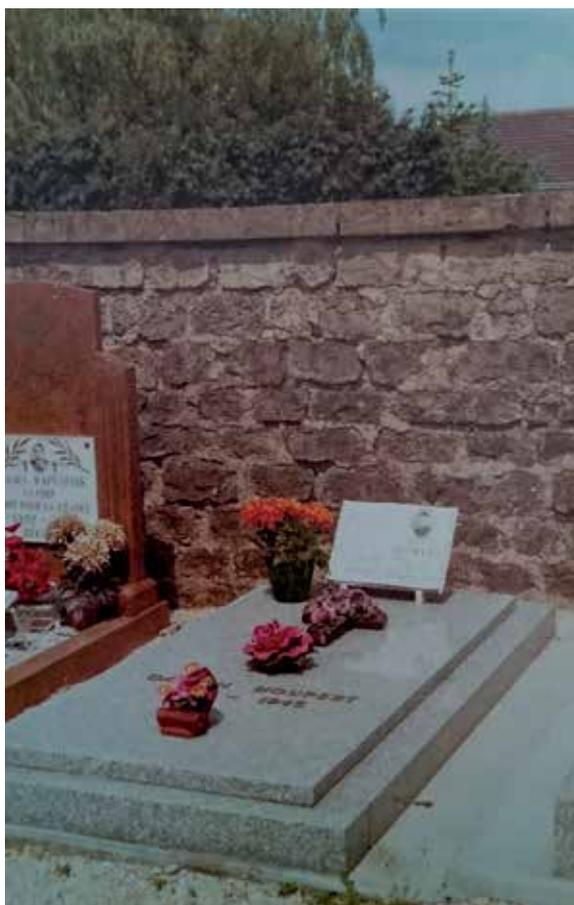
Le maréchal des logis-chef Paul MIDENET, du 4^e régiment de spahis marocains, est mortellement blessé à Furstemberg le 22 avril « en allant remettre en état de marche un canon de 37 enrayé, pris sous des tirs d'automoteurs et d'armes automatiques allemandes ».

Morts au combat dans les autres localités

Si les combats se concentrent à la frontière nord-est, le reste du territoire français n'est pas épargné. Maurice RICHARD, garde détaché comme sergent-chef au 13^e bataillon de chasseurs alpins, trouve la mort le 31 mars 1945 au combat du Roc-Noir, à Montvalezan (Savoie) alors qu'il emmenait un groupe de sa section à l'assaut.

Gendarme à la 15^e légion bis, détaché comme lieutenant au 3^e régiment d'infanterie alpine, Louis LE CAM est tué au combat près de Saint-Martin-Vésubie (Alpes-Maritimes) le 11 avril 1945. Promu chevalier de la Légion d'honneur à titre posthume, il reçoit la citation suivante : « Officier volontaire pour toutes les patrouilles. A poussé, le 10 avril 1945, une patrouille profonde vers l'ouvrage de la Ciriago que l'on savait solidement tenu par l'ennemi. Pris dans un tir de mortiers et d'armes automatiques, a trouvé l'énergie nécessaire pour faire replier une partie de sa patrouille malgré une blessure mortelle, s'est replié lui-même dans la neige, à plus d'un kilomètre du lieu où il avait été atteint. Est mort sur le terrain de combat ».

Deux gradés détachés au 50^e régiment d'infanterie, cantonné en Charente-Maritime, périssent. L'adjudant-chef Raoul ISNARD, issu de la 2^e légion de la Garde républicaine, tombe au combat de Chaillevette le 16 avril, à la tête de ses hommes, après avoir débarqué sur la rive gauche de la Seudre. Quant à l'adjudant Gaston HOUPERT, de la 12^e légion de gendarmerie



La tombe de l'adjudant Gaston Houpert au cimetière de Sedan Torcy.

alors qu'il se portait spontanément auprès d'un de ses hommes blessé.

Le 4 mai, Paul CABROL, de la compagnie de l'Isère, servant comme adjudant au 15^e bataillon de chasseurs alpins, est tué par l'explosion d'une grenade à Bessans (Savoie) au cours des combats.

Morts en captivité

3 gendarmes, prisonniers de guerre depuis 1940, meurent en captivité au cours de l'année 1945.

Le garde Louis FALGÈRE, fait prisonnier au combat de Bussang (Vosges) alors qu'il est détaché avec comme sergent-chef au 238^e régiment d'infanterie, décède des suites d'une maladie à Timisoara (Roumanie) le 15 mars.

Le maréchal de logis-chef Jean LAURENÇON, nommé sergent-chef au 77^e régiment d'infanterie, et appréhendé près de Damousies (Nord), est tué par l'explosion d'une mine au stalag Deutsch Krône (Allemagne) le 24 mars 1945.

départementale, il est tué au combat de Saint-Trojan-les-Bains le 30 avril, lors du débarquement sur l'île d'Oléron.

Edmond MOINE, garde à la 1^{re} légion de Garde républicaine mobile, devenu adjudant au 317^e régiment d'infanterie, et arrêté à Plainfaing (Vosges), succombe au stalag VC de Pottenstein (Autriche), le 7 avril 1945.

Victimes d'accidents

7 militaires détachés aux armées sont victimes d'accidents au cours des combats de la Libération.

Les gendarmes prévôts Eugène OLLIVIER, André BOUGRAND et Joël RABAUD trouvent la mort dans des accidents d'automobiles en avril 1945.

Affecté à la prévôté de la 1^{re} division française libre, le garde Pierre AYMARD meurt accidentellement au col de Brans, près de Sospel (Alpes-Maritimes) le 24 avril 1945.

Issu de la 18^e légion de gendarmerie départementale, Maurice ESSID, nommé sergent-chef au 158^e régiment d'infanterie, est mortellement atteint par l'explosion d'une mine à la pointe d'Arvert (Charente-Maritime) le 26 avril 1945



Stèle commémorative au fort de Charenton à Maisons-Alfort.

Les gendarmes morts à la Libération

Les gendarmes demeurés à leur poste connaissent plusieurs causes de mortalités entre le 1^{er} janvier et le 8 mai 1945.

Victimes d'accidents de la route

5 gendarmes périssent dans des accidents de la route.

Louis LEMASSON est grièvement blessé près d'Algajola (Haute-Corse), dans la collision entre sa motocyclette et une jeep américaine le 10 février 1945 et décède le jour même à l'hôpital militaire de Bastia.

Le maréchal des logis-chef Pierre LHOPITAL, de la compagnie de gendarmerie du Haut-Rhin, est renversé à motocyclette par le capitaine commandant la compagnie de sécurité de Saint-Louis, au volant d'une Citroën, le 26 février 1945.

Roger DAMAGNEZ, de la 22^e légion de la Garde républicaine, est mortellement blessé dans une chute de bicyclette au Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine) le 27 mars 1945.

Morts de maladies

Au moins 5 gendarmes décèdent des suites d'une maladie contractée en service commandé.

C'est le cas du garde Ludovic MARTY, de la 5^e légion de la Garde républicaine, mort à Saint-Amand-Montrond (Cher) le 12 février 1945, cinq mois après avoir pris froid en effectuant une reconnaissance à motocyclette.

L'élève-gendarme Maurice VILLAUME, stagiaire dans la compagnie du Loir-et-Cher tout juste sorti de l'école préparatoire de Mamers, est victime de la même affection le 5 avril. Admis à l'hôpital de Blois, il trouve la mort le 21 avril 1945 à l'âge de 21 ans.

Quant aux gendarmes Jean VOISIN, détaché à la 5^e légion de la Garde républicaine, et André BUZENAC, du poste de contrôle de Mérens-les-Vals (Ariège), ils meurent tous deux de la tuberculose, le premier le 13 février 1945 à Olivet, le second, le 8 mai 1945 à Toulouse.

Victimes d'accidents

Les accidents font 3 victimes parmi les militaires de l'Arme. Parmi eux, Marcel VERMANDE, gendarmerie de la compagnie du Lot, qui se blesse accidentellement avec son arme durant un transfèrement à Angers le 7 février 1945, ou encore l'adjudant Henri RAVAUTE, affecté dans la compagnie de l'Ardèche, qui se noie après le chavirage de sa barque, le 16 mars 1945, en revenant d'une mission à la brigade de Donzère (Drôme).

Victimes d'explosion

Qu'elles résultent de bombardement, de minage ou d'attitudes imprudentes, les explosions font 7 victimes en métropole.

Le gendarme Robert SAMSON, de la compagnie du Maine-et-Loire, meurt le 3 janvier 1945 au pont de Douvy, à Montreuil-Bellay, en récupérant, dans un champ de mines, les cadavres de deux artificiers décédés.

Maxime DUMENY, de la compagnie autonome de gendarmerie de Corse, est tué par l'explosion de mines antichars allemandes à la gare d'Ajaccio le 23 février 1945.

Élève gendarme de l'école préparatoire de Mamers, provisoirement affecté dans la compagnie du Bas-Rhin, Narcisse HIDE est mortellement blessé par des éclats d'obus au cours d'un bombardement. Il décède le 24 février 1945 à l'hôpital de Strasbourg à l'âge de 21 ans.

Les gardes Jean DAELS et Georges TRIAUD, de la 6^e légion de Garde républicaine, sont tués lors de l'inspection d'une caisse d'obus allemands à l'usine Bénézet, le 7 avril 1945 à Nîmes.

Eugène SCHUH, gendarme de la compagnie du Bas-Rhin, se tue en roulant sur une mine à Soufflenheim le 10 avril 1945.

Victimes de violences

4 gendarmes sont victimes de violences, volontaires ou non.

Régis ODIARD, gendarme stagiaire dans la compagnie de la Drôme, subit des coups et blessures mortelles de la part de résistants à Grenoble le 28 janvier 1945.

Adjudant dans la compagnie des Basses-Pyrénées, Jean PIQUE est poignardé le 15 avril 1945 à Anglet, par des soldats qu'il tentait d'empêcher de commettre des viols.

Théodore FAU, maréchal des logis-chef dans la compagnie de l'Ariège, est victime d'une hémorragie cérébrale lors d'une opération de maintien de l'ordre à Quérigut le 29 avril 1945, et décède le lendemain à la caserne de gendarmerie de Lavelanet.

Gendarmes fusillés

4 gendarmes sont fusillés en 1945, dont trois après la fin de la guerre; ceux-ci n'ont pas eu droit à la mention « Mort pour la France ».

Claude RUDE, adjudant dans la compagnie de gendarmerie de l'Hérault, est exécuté le 20 mars 1945 par des résistants à Montpellier.

Condamné à la peine de mort par la Cour de Justice de Béthune le 16 avril 1945, le lieutenant Roger FLEUROSE est fusillé trois jours plus tard par les résistants du Pas-de-Calais.

Le capitaine Émile SAVRE, ancien cadre de l'école préparatoire de gendarmerie de Mamers, arrêté en août 1944, est condamné par la Cour de

Justice de la Sarthe pour intelligence avec l'ennemi et abattu au Mans le 9 août 1945.

Quant au capitaine Pierre ARNAUD, ayant fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour trahison dès décembre 1944, il est appréhendé à Mulhouse en juin 1945, puis emprisonné à la maison d'arrêt de Dôle. Condamné à la peine de mort par la Cour de Justice du Jura, il est fusillé au polygone de la butte de Besançon le 1^{er} décembre 1945.

Les gendarmes morts dans les colonies

En Indochine

En 1945, le théâtre indochinois voit périr 1 officier et 8 sous-officiers appartenant aux détachements de gendarmerie de Cochinchine-Cambodge et d'Annam-Tonkin.

Gendarme de la section de Saigon, assurant les fonctions de commissaire de police de Nha Bè et membre des Forces Françaises Combattantes, Étienne BETAILLE est tué par les Japonais à Phu Xuan Hoï, près de Gia Dinh (Cochinchine) le 9 mars 1945. Il est nommé chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur et reçoit la Croix de guerre avec palme à titre posthume en septembre 1946 avec la citation suivante: « Sous-officier d'une grande valeur professionnelle et d'une



Toulon, le 26 août 1946, l'amiral Lambert remet les insignes de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre à l'un des enfants du capitaine Jean d'Hers.

rare énergie qu'il a prouvée au cours de plusieurs incidents avec les Japonais civils et militaires. Correspondant du bureau d'archives militaires au Nhabe, y rendait d'importants services. Assiégé dans sa maison le soir du 9 mars 1945, y fut lâchement assassiné après s'être défendu avec un admirable courage ».

Le maréchal des logis-chef Joseph DUMAS, affecté dans la section de Hanoï, est arrêté à son domicile par les Japonais le même jour, avant d'être exécuté à Lang Son le 12 mars.

Roger MASSAC, gendarme de la section d'Haiphong, est également arrêté à Thakhek (Laos) le 9 mars 1945, puis abattu le 15 mars.

Le 18 mars 1945, le combat de Nga Nam (Cochinchine) coûta la vie à trois gendarmes partis en reconnaissance sur une chaloupe armée sur le canal de Long My. Parmi eux, le capitaine Jean D'HERS, né le 17 mai 1910, qui s'engage dans la lutte armée suite au coup de force japonais et devient commandant de la section de Cantho. « Officier extrêmement courageux et actif. Organisateur de la Résistance dans les provinces de l'Ouest, il a déployé [...] une activité intense pour rassembler et mettre en œuvre les moyens dont il disposait. A formé un groupe franc avec lequel il a accompli des missions de démolition au contact immédiat de l'ennemi. A été tué dans une opération de reconnaissance au cours de laquelle le moteur de sa chaloupe étant tombé en avarie, il a dérivé sous le feu japonais qu'il a combattu jusqu'à la mort ». D'abord inhumée à Saïgon, sa dépouille est rapatriée en France en 1949. C'est l'un des trois compagnons de l'ordre de la Libération que compte l'Arme. Les gendarmes Jean DETER et René RAVEL, respectivement commissaire de police de Nga Nam et commandant de la brigade de garde civile de Vinh-Long, trouvent la mort aux côtés de leur chef.

Le maréchal des logis-chef Jean VIRARD, arrêté par les Japonais le 25 mars 1945 au Bokor (Cambodge), décède à Phnom-Penh le 8 avril « des suites de brutalités et sévices exercés sur lui, au cours de sa détention ».

Louis WERSINGER, adjudant-chef servant dans la section de Haiphong, est arrêté et interné à Nam-Dinh (Tonkin) le 9 mars 1945. Il succombe le 12 mai après avoir été brutalisé par les agents de la Kempetaï.

Tenue de déporté portée par le chef d'escadron Guillaudot qui a survécu à sa captivité au camp de Neuengamme (Allemagne).

Enfin, maréchal des logis-chef dans la section de Phnom Penh (Cambodge), Georges LAVIALLE est arrêté par les Japonais le 9 mars 1945 à Ba Nam où il est chef de poste. « Transféré au camp de prisonniers de Paksé (Laos), [il doit] subir une intervention chirurgicale vers le 15 juin, [et décède] en captivité [...] le 22 août 1945, par suite de manque de soins nécessités par son état. »

En Algérie

Le maréchal des logis-chef Antoine RAYNAL est grièvement blessé lors des émeutes de Sétif (Algérie) le 8 mai 1945 et meurt quelques heures plus tard à l'hôpital militaire de la *Casbah*.

Les gendarmes morts en déportation

190 gendarmes sont morts en déportation au cours de l'année 1945. Leur moyenne d'âge s'élève à 38 ans et on dénombre parmi eux 17 officiers, dont 6 chefs d'escadron, 8 capitaines, 2 lieutenants et 1 élève-officier de l'école d'application de gendarmerie de Courbevoie.

Les 4 plus jeunes étaient tous élèves au sein du 4e escadron de l'école de la garde de Guéret et ont servi dans les Forces Françaises de l'Intérieur de la Creuse, sous les ordres du lieutenant-colonel Fossey.



André RESPAUD, né le 20 mai 1925, décède au camp de Stassfurt, près de Magdebourg le 11 mars 1945.

Né le 17 octobre 1925, Gérard LABEUR est tué par les Allemands au moment de l'évacuation du camp de Bad-Gandersheim, près de Hanovre, le 4 avril 1945.

Son camarade Pierre SAUZET, né le 23 janvier 1926, succombe à Mokhrena (Tchécoslovaquie) le 16 avril 1945 au cours de l'évacuation du camp de Buchenwald précédant sa libération par les Russes.

Quant à André DECHAUME, né le 6 mars 1926, il est arrêté le 11 juin 1944, déporté le 17 août suivant et meurt à Kingenberg, près de Dresde le 21 avril 1945.

Parmi les 4 plus âgés, Marcel BALLAIRE, maréchal des logis-chef au sein de la 7^e légion de gendarmerie est né le 10 août 1890. Mis à la retraite en 1940, il reprend du service dans la Résistance Intérieure Française dès novembre 1943. Arrêté par la Gestapo le 14 mars 1944, il est déclaré mort pour la France au camp de Buchenwald le 20 avril 1945.

Le capitaine Henri BERNARD, né le 28 décembre 1891, est affecté à la 8^e légion de gendarmerie. Membre des Forces Françaises Combattantes, il est arrêté le 21 mars 1944 puis déporté le 3 juin suivant au camp d'Oranienburg où il décède le 15 mai 1945.

Né le 11 mars 1891, Guillaume MIANNE, lieutenant à la 11^e légion de Garde républicaine mobile a été admis à la retraite en 1941. « Organisateur de l'armée secrète et de la Résistance de la Dordogne », il est torturé par la Gestapo après son arrestation, puis envoyé au camp de Flossenbourg où il meurt le 18 avril 1945.

Citons également l'adjudant François LEJEUNE, de la compagnie des Côtes-du-Nord né le 7 janvier 1892. Devenu membre de la Résistance Intérieure Française en avril 1943, il est arrêté le 4 juin 1944. Déporté le 28 juillet 1944, il décède à Neuengamme le 13 mars 1945.

Les compagnies de gendarmerie d'Indre-et-Loire et des Vosges sont celles qui ont perdu le plus d'hommes en déportation, avec respectivement 18 gendarmes et gradés pour la pre-

mière et 16 pour la seconde. Viennent ensuite les compagnies du Morbihan et du Jura avec chacune 9 militaires décédés. 7 gendarmes et gradés de l'Ain sont morts en déportation, 6 de la compagnie du Puy-de-Dôme et 6 de celle de l'Orne. L'école de la garde de Guéret a aussi vu disparaître 7 élèves et 4 instructeurs.



Médaille de la déportation et de l'internement pour faits de Résistance.

Les gendarmes déportés furent répartis dans les nombreux camps de concentration et de travail implantés sur l'ensemble du territoire du III^e Reich, principalement en Allemagne. Il n'est pas toujours évident de retrouver la trace de ces individus et les documents officiels sont parfois contradictoires, indiquant une mort ou une disparition dans des localités différentes. Par ailleurs, la multitude de camps, dont les appellations varient, ainsi que leurs annexes, ne facilite pas leur dénombrement, mais il reste néanmoins possible de donner un ordre d'idée des lieux de déportation des militaires de l'Arme en 1945.

Le camp de Neuengamme a ainsi vu périr au moins 25 gendarmes et autant dans ses annexes (notamment 16 à Wilhelmshaven, 4 à Sandbostel, 3 à Brême, 3 à Hambourg). On compte une dizaine de morts dans le camp de Dachau et son satellite de Muhlendorf, et le même nombre à Buchenwald. 6 gendarmes sont décédés au camp de Dora-Mittelbau à Nordhausen, auxquels on doit ajouter 4 morts dans les emprises d'Ellich et 3 à Gandersheim. Parmi les camps mineurs, citons celui de Flossenbourg où au moins 4 gendarmes disparurent, comme à Bergen-Belsen, à Oranienburg et à Vaihingen. Outre le territoire allemand, au moins 16 gendarmes sont morts dans les camps autrichiens de Mauthausen-Gusen, en particulier à Melk, Ebensee et Linz. Enfin, 4 gendarmes sont morts ou portés disparus sur le territoire tchécoslovaque en 1945.

Certains récits sont particulièrement tragiques, à l'image de l'exécution du gendarme Gilbert QUATRESOUS, de la compagnie du Puy-de-Dôme, qui « aurait été brûlé vif par ses gardiens lors de l'évacuation du camp de Neuengamme,



Le camp de concentration de Vaihingen (Allemagne) libéré par l'armée française le 7 avril 1945.

à la suite de l'évasion de plusieurs de ses camarades » le 15 mai 1945.

Ce sont parfois les gendarmes eux-mêmes qui mettent fin à leurs souffrances tel le capitaine Gabriel BERTRAND, commandant la section de Lorient, qui, ne supportant plus les mauvais traitements, se suicide par strangulation au kommando de Brunswick-Bussing NAG le 7 janvier 1945.

Plusieurs déportés sont malheureusement tués par des bombardements aériens alliés. C'est le cas des gendarmes Octave HAUDBERG et Augustin OLIVE, de la compagnie de la Haute-Saône, morts à Altenheim en mars 1945. Citons encore le gendarme Berthy BOUYER, de la compagnie de l'Orne, tué au cours du bombardement de Nardhausen le 13 avril 1945.

4 cas atypiques méritent d'être évoqués, ceux de déportés du camp de Neuengamme ayant péri en mer, à l'image du gendarme Yves LUGERN qui trouve la mort en mer Baltique à bord du cargo Olga Summers le 24 avril 1945, mais surtout du gendarme Louis AMET, du maréchal des logis-

chef Henri NOUQUE et de l'adjudant Nicolas DUPONT décédés dans la tragédie du Cap Arcona, un paquebot-prison coulé par l'aviation britannique le 3 mai 1945 dans la baie de Lubeck.

Si la plupart sont morts dans les camps, certains décèdent des suites de privations et mauvais traitements, peu de temps après avoir été libérés par les troupes alliées, comme le chef d'escadron André VESSIERES, commandant la compagnie du Lot, « décédé en territoire ennemi alors qu'il venait d'avoir la joie de voir son pays libéré ». Cet officier succombe le 10 avril 1945 au cours de son rapatriement à l'hôpital de Spire.

De même, le gendarme Jacques GERVAIS meurt à l'hôpital militaire de Fribourg, le 4 juin 1945, cinq jours après avoir été libéré par les Alliés du camp de Dachau.

Citons encore le gendarme François LE DORTZ qui décède à l'hôpital Broussais à Paris le 10 juillet 1945.



Le chef d'escadron André Veissières (1896-1945).

Si le recensement des gendarmes morts au cours de la Seconde Guerre mondiale reste délicat en raison d'inévitables lacunes dans la documentation, les remarquables travaux du sous-lieutenant (R) Duplan sur les archives des personnels permettent de donner un aperçu des pertes pour l'année 1945. Regroupées ici en quatre grandes catégories, avec environ 50 gendarmes tombés aux armées, 40 morts à la Libération, 10 tués aux colonies et 190 décédés en déportation, celles-ci recouvrent pourtant des réalités bien différentes.



Portrait de Mathurin Lavolé, gendarme à Pipriac (Ille-et-Vilaine), arrêté en juillet 1944, mort en déportation le 7 janvier 1945.



Une délégation du Souvenir français lors de l'inauguration du square Mathurin Lavolé à Pipriac le 10 mai 2015.